

# Une semaine de tous les dangers à Kinshasa

RD CONGO Les actions de protestation vont se multiplier ces prochains jours

- **Pouvoir et opposition échouent à mettre en œuvre leur accord du 31 décembre.**
- **Les évêques ayant jeté l'éponge, Joseph Kabila tente lui-même de nommer un nouveau Premier ministre.**

**L**a semaine de tous les dangers s'ouvre à Kinshasa. Après que les évêques congolais ont jeté l'éponge, échouant à mettre en œuvre l'accord de partage du pouvoir conclu le 31 décembre dernier suite à d'après négociations entre la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition, c'est l'épreuve de force qui s'annonce. L'opposition a publié le calendrier des actions prévues : ce lundi a été proclamé Journée Ville Morte et appel a été lancé à tous les citoyens pour qu'ils restent chez eux. Le début des vacances de Pâques devrait aider à la mise en œuvre de cette décision, au moins pour les écoliers et les enseignants.

Le 5 avril devrait être marqué par des arrêts de travail, des grèves à l'appel des syndicats et le 10 avril, tous les citoyens

sont appelés à manifester pour exiger l'application des accords organisant la cogestion de la période intermédiaire précédant les élections, dont la tenue en 2017 est pourtant de plus en plus improbable.

De son côté, le président Kabila, désormais privé des bons offices de la conférence épiscopale, a décidé de monter lui-même au créneau. Il a entrepris de consulter personnellement toutes les parties concernées. Des émissaires « informels » ont tenté de baliser le terrain sur les deux points qui depuis trois mois font capoter toutes les discussions : la nomination du futur Premier ministre et celle du président du Conseil national de suivi de l'accord, un poste qui aurait dû revenir à feu Etienne Tshisekedi. Le Rassemblement de l'opposition dirigé par Pierre Lumbi et Félix Tshisekedi, fils du défunt, redoutant un piège, a refusé de participer à de tels contacts.

En fait, les grandes manœuvres de coulisses ont commencé : les émissaires de Kabila ont entrepris de débaucher certaines figures de l'opposition pour les amener à accepter un compromis, et la menace d'une généralisation de la vio-

lence et de la répression pèse désormais sur plusieurs régions du pays.

Autre signe de blocage, dû à l'intransigeance et à la volonté de récupération politique manifestée par toutes les parties en présence : le rapatriement de la dépouille d'Etienne Tshisekedi, qui repose toujours dans un funérarium d'Ixelles. Faute d'accord entre les autorités de Kinshasa (qui redoutent des débordements à l'occasion de funérailles nationales) et la famille biologique du défunt, qui aurait souhaité que l'opposant soit inhumé à Limete, quartier général historique de l'UDPS, les proches auraient finalement décidé d'enterrer Etienne Tshisekedi dans sa province natale du Kasai, et plus précisément à Kabeya Kamwanga, près de Kananga. Cette solution aussi risque de provoquer des remous : le Kasai, et plus précisément la région de Kananga, compte des centaines de victimes. Chaque jour apporte la révélation de nouveaux charniers où auraient été jetés les corps d'adeptes de la secte Kamwina Nsapu ! L'émotion provoquée par cette violence-là risque fort, dans les jours à venir, d'atténuer l'impact de la protestation politique... ■

COLETTE BRAECKMAN

## sales petites guerres Nouveaux massacres au Kasai

**C**haque jour des appels au secours, des témoignages filtrent depuis le Kasai. Le dernier en date vient de Nganza, une commune de la ville de Kananga : selon des sources fiables, plus de 300 civils ont été tués à la fin de la semaine dernière, des vieillards, des enfants mais surtout, visés en premier lieu, des jeunes gens susceptibles de rejoindre les rangs de la milice dite Kamwina Nsapu, du nom du chef coutumier tué en août dernier. « C'est la terreur, poursuit notre source « des militaires passent durant la nuit, de maison en maison, ils vérifient les identités et surtout, ils tuent. » L'inquiétude est avivée par le fait que, selon d'autres témoignages, « ces militaires ne parlent ni le lingala, la langue de l'armée, ni le tshiluba, la langue nationale du Kasai. Certes, ils portent

*l'uniforme de l'armée congolaise mais ils paient en dollars... »* D'où le soupçon de

voir à l'œuvre des « mercenaires » ou des troupes « empruntées » aux pays voisins, le Burundi, ou plus sûrement encore, l'Ouganda, le Rwanda ou le Zimbabwe, dont les présidents entretiennent les meilleures relations avec Joseph Kabila et partagent sa volonté de rester au pouvoir. Au Kasai comme au Katanga, les civils craignent aussi la mise en liberté du redoutable chef de guerre Gédéon, chef d'une autre milice, les Bakata Katanga, qui s'illustrèrent par des massacres dans le Nord Katanga et, à toutes fins utiles, l'Angola a fermé sa frontière avec son dangereux voisin.

En fait, comme une peau de chagrin, les sites où sévit la violence se multi-

plient à travers le pays et les accusations croisées se multiplient.

C'est au Kasai, au centre du pays, que la violence est aujourd'hui la plus spectaculaire. Le début de l'explosion date de 2016 : à la suite du décès du chef traditionnel, son fils Jean-Pierre Pandi revendiqua sa succession au titre de « Kamwina Nsapu ». Kinshasa ayant refusé de reconnaître son autorité, il créa une milice, aussitôt réprimée par les forces gouvernementales. Malgré la mort du nouveau Kamwina Nsapu, en août dernier, dans des circonstances mystérieuses, la violence n'a fait que croître : 23 fosses communes ont déjà été dénombrées, le chiffre de 2.500 morts est cité, 39 policiers ont été retrouvés décapités, les corps de deux experts de l'ONU, Michaël Sharp et Zaida Catalan, ont été découverts, eux aussi décapités.

Peut-être en savaient-ils trop ? Michaël Sharp était reconnu comme un spécialiste des rebelles hutus FDLR, auprès desquels il avait longtemps travaillé au Kivu. Aurait-il reconnu leurs méthodes ou discerné d'éventuelles complicités ? L'assassinat de ces deux experts onusiens marque aussi une rupture : les décapitations étaient jusqu'à présent inconnues au Kasai et, comme partout dans le pays, les étrangers étaient généralement épargnés.

Au Nord-Kivu, la violence est endémique depuis vingt ans mais elle prend ici aussi de nouvelles tournures : des tensions mettent aux prises les populations locales, les Nande et des Hutus, nés dans la province ou venus du Rwanda en 1994 mais toujours considérés comme des étrangers. De part et d'autre des milices ont été créées, les Nyatura pour soutenir les Hutus, les Mai Mai Mazembe du côté des Nande.

En outre, les rebelles du M23, des Tut-

sis naguère soutenus par le Rwanda puis réfugiés en Ouganda après leur défaite de 2012, ont repris du service : quittant leur camp de réfugiés, 1.300 d'entre eux se sont rapprochés de la frontière et, dans le parc des Virunga, un de leurs groupes a réussi à abattre un hélicoptère de l'armée. Autour de Rutshuru et dans la région du Masisi, les affrontements se multiplient entre ces rebelles tutsis et l'armée congolaise.

Dans le « Grand Nord » du Nord-Kivu, l'escalade se poursuit également : les massacres de civils se poursuivent autour de Beni et la prospère ville de Butembo a elle aussi été le théâtre de tueries. Si des réseaux islamistes ont été mis au jour à l'occasion d'un important procès qui s'est tenu à Beni, des complicités locales ont également été démontrées. En outre, une nouvelle milice, « Corps du Christ » est apparue dans la région. Cette secte collabore avec des leaders Mai Mai locaux et elle serait dirigée par Bwambale Kakolele, rentré en grâce auprès de Kinshasa et qui secondait naguère le rebelle tutsi Laurent Nkunda.

Dans la province du Tanganyika, des violences ont éclaté entre les Pygmées (Batwa), se plaignant de discriminations, et les communautés Luba. Ici aussi, des milices se

sont constituées de part et d'autre et des affrontements ont eu lieu dans les territoires de Kabalo, Kalemie, Nyunzu, provoquant de vastes déplacements de populations.

Dans le Bas-Congo, malgré la répression, la secte Bundu Dia Kongo n'a pas renoncé aux actions violentes.

Se multipliant à travers tout le pays, ces « sales petites guerres » nourrissent les pires soupçons et raniment toutes les haines... ■

C. B.

## Nombre de morts par type d'événements signalés en RDC de janvier à novembre 2016

